

Kunsch : « La septième réforme de l'Etat a déjà commencé »

SOCIAL Pour le Mouvement ouvrier chrétien, la suédoise atteint la solidarité fédérale

► Le président du Mouvement ouvrier chrétien estime qu'une décomposition sournoise de l'Etat est à l'œuvre.

► Budget, fonctionnaires, Sécurité sociale : il craint le creusement des inégalités.

Les mouvements sociaux ont de sérieuses craintes à la veille de la formation de la coalition fédérale dite suédoise. Après les syndicats et les mutuelles, c'est au tour du Mouvement ouvrier chrétien de lancer son avertissement. « Contrairement à ce qu'on annonce, on va vraiment vivre une septième réforme de l'Etat. Elle est en route de manière insidieuse », estime Christian Kunsch, le président du Mouvement ouvrier chrétien (MOC).

Pour étayer son propos, il constate que les négociateurs de la coalition fédérale entendent affaiblir l'Etat. « Michel Delbaere, le patron du Voka, l'organisation patronale flamande, a dit "l'Etat doit être secondaire". On parle aussi de dégraisser l'Etat, c'est une façon très péjorative de présenter les pouvoirs publics. Le problème budgétaire est en fait le prétexte pour décomposer le paysage politique, économique et social belge. »

Le MOC est aussi inquiet pour la Sécurité sociale. « On

confond la Sécurité sociale et les régimes d'assistance. L'assistance vient normalement quand la Sécurité sociale ne permet pas à tout le monde d'en bénéficier. Mais avec les mesures en préparation, en matière de chômage, on n'est plus dans une logique d'assurance, mais d'assistance. On se rapproche du revenu d'intégration. »

Toujours en matière de Sécurité sociale, le projet de réduire les frais de gestion inquiète. Parce que les syndicats et les mutuelles sont directement associés à cette gestion. « Ces frais de gestion reviennent en réalité à 4%. Et j'entends parler de 15% d'économies potentielles dans les structures. J'ajoute que ces économies viendraient après trois ans de gel de l'indexation de ces frais, décidé par le gouvernement Di Rupo. »

Les inquiétudes du Mouvement ouvrier chrétien portent aussi sur le budget. « La Belgique s'en est sortie beaucoup mieux que bon nombre d'autres pays. Grâce à la Sécurité sociale, au maintien du pouvoir d'achat et au tissu de PME. Alors pourquoi encore l'austérité ? Elle est néfaste lorsque la croissance est en panne. »

Tout ceci fait dire à Christian Kunsch que le futur gouvernement met en fait en œuvre une réforme de l'Etat qui ne dit pas son nom. « Diminuer le rôle de l'Etat, s'attaquer à la Sécurité sociale, demander des efforts supplémentaires aux organisations sociales gestionnaires, finalement n'est-on pas en train

de toucher aux éléments les plus importants de la solidarité fédérale ? »

Inéluctable ? Pas pour Christian Kunsch. Il se dit d'ailleurs irrité par les propos du patron du Voka, qui disait dans nos colonnes qu'il n'y a pas d'alternative. « C'est de la malhonnêteté intellectuelle. Cette thèse favorise les tenants d'un libéralisme débridé. C'est remettre en question tout ce qui fait que la Belgique s'en est sortie jusqu'à présent. »

Christian Kunsch s'inquiète du renforcement des inégalités si les mesures de la suédoise sont mises en œuvre. « On sait qu'un renforcement des inégalités nuit à toutes les classes sociales, les plus favorisées comme les plus défavorisées. On l'a vu après la Seconde Guerre mondiale, où l'on a réinvesti, via le plan Marshall au bénéfice de tous. Ne doit-on pas revoir les fondamentaux et plus taxer la spéculation ? Les cinq dernières années, les revenus financiers ont le plus augmenté. Les revenus du travail ont stagné. Et qu'est-ce que ce gouvernement annonce ? Qu'il faut faire pression sur les salaires et accorder des cadeaux sur les revenus financiers. Cela ne produira que plus d'inégalités. » Conclusion du MOC : la politique, c'est rendre espoir aux gens. « On ne prend pas cette direction-là. » ■

B.Dy